

CIBLE

Carton rouge

La France entière en a frémi : à quinze jours des élections régionales et cantonales, sans crier gare, Pierre Mauroy a jugé « le libéralisme dangereux pour la cohésion nationale » et menacé le gouvernement d'un « carton rouge ».

Ces propos suscitent deux remarques :

L'une est médicale : quand on a injecté autant de libéralisme économique que la gauche, on ne reproche pas à la droite de travailler avec le même produit toxique et la même seringue. Surtout si l'on se prépare, avec Fabius ou un autre, à renouveler le traitement.

L'autre est sportive : le carton rouge est brandi par l'arbitre sur le terrain, pas par un entraîneur sur son banc. Ce dernier devrait s'apercevoir que l'équipe bleue de l'UMP joue avec des bombes (sociales) pendant que l'équipe rose cherche des trèfles à quatre feuilles sur sa moitié de pelouse.

Le public sait quant à lui que la partie se déroule hors du stade, dans les usines délocalisées, dans les banlieues ravagées par le chômage, dans les établissements d'enseignement et les centres de recherches frappés par les restrictions de crédits.

Le carton rouge sera brandi contre les bleus et les roses – les deux couleurs d'une même oligarchie.

PARTIS POLITIQUES

Qui veut le pouvoir ?

Idées

**Démagogie
victimaire**

p. 9

Résistance

**La révolution
de 1944**

p. 6-7

L'éditorial de Bertrand Renouvin, « Six opinions sur la laïcité », paru dans le numéro 829 de *Royaliste* a suscité divers réactions de nos lecteurs. Nous publions ici les plus significatives.

Vous avez dit « judéo-chrétien » ?

Vous êtes tombé dans le piège. Oui, la tradition royale capétienne « trouve sa référence première dans les rois d'Israël ». Oui, elle est « marquée » - le choix du mot évoque la « marque » du baptême - par la « religion chrétienne » (alors il ne fallait pas avoir peur de le dire : elle a été baptisée chrétienne. L'expression « La logique de la religion » que vous employez est pour le moins obscure, sinon une vague référence à Marcel Gauchet). Cela ne la fait pas tomber sous « l'influence judéo-chrétienne ». Il fallait écrire « influence(s) juive ET chrétienne ». Le trait d'union est trop souvent une facilité. Nos frères juifs en sont justement irrités. « Le judéo-christianisme », écrivait Benny Lévy dans son dernier ouvrage, « Être Juif », consiste à être chrétien pour deux : pour le chrétien et pour le juif (muré dans son silence, l'autre parle pour lui). » C'est une captation d'héritage.

Interrogeons-nous justement sur la tradition capétienne. Rémi Brague, qui recommandait aussi la conjonction de coordination à la place du trait d'union, donne « la mission sacerdotale des empereurs chrétiens et des rois d'Occident » comme exemple de résur-

gence de « l'ancien Israël » (« Europe, la voie romaine »). Première objection ici qui n'est que la moindre : la « résurgence » dont il est question a été vue comme une succession comme peuple élu, nation sainte. Jusqu'au XX^e siècle, comme l'Eglise était le « verus Israël », ainsi la France (ou l'Amérique). Pour ceux qui sont restés fidèles à cette notion de l'Élection divine, il était ensuite aisé de la retourner vers l'État d'Israël à la suite de la faillite de la Chrétienté, de l'Europe après Auschwitz. Je pense que vous ne serez pas hostile à l'idée que la doctrine monarchique française se doit également de tirer les conséquences du Concile Vatican II sur l'Élection d'Israël.

Mais il y a une seconde objection, que je crois plus décisive. R. Brague fait bien la différence entre l'apport de « l'ancien Israël » et celui du « judaïsme », « l'apport juif ». Or quand on écrit judéo-chrétien, on présuppose communément une identité de valeurs, celles que d'aucuns sans vergogne auraient voulu inscrire au fronton du préambule du traité constitutionnel pour l'Europe.

Il s'agit moins de s'interroger sur « l'apport juif » à cette Europe que sur son absence. En disant cela, j'ai à l'esprit l'œuvre - en

langue française - du grand rabbin de Livourne de la fin du XIX^e siècle, Elie Benamozegh, redécouvert par Shmuel Trigano qui s'en inspire dans sa réflexion sur le dialogue judéo-chrétien sous le titre « L'E(xc)lu ». Benamozegh, dont on a republié (1961 et 2000) deux livres, « morale juive et morale chrétienne » (1867) et « Israël et l'Humanité » (1900), voit bien où réside la difficulté : là où vous accordez un rôle décisif à « l'influence judéo-chrétienne » : dans la philosophie politique européenne. Benamozegh écrivait certes il y a un peu plus de cent ans, c'est-à-dire avant la séparation de l'Eglise et de l'État en France. Encore résidait-il en Italie. Son critère de différenciation entre les deux religions était précisément le sens de la Loi. « La prééminence du droit à notre époque », se lamente un autre philosophe, italien de surcroît, Giorgio Agamben, éreinté par S. Trigano sur son rapport au Saint Paul de la prééminence de la foi sur la loi, est l'indice de la perte de force des « puissances religieuses et éthiques qui ne survivent », écrivait G. Agamben, qu'en tant que remise ou suspension de la peine, en aucun cas comme interruption ou refus du jugement ». Il faut avoir vécu quelque temps aux États-Unis pour comprendre ce que en l'occurrence « morale juive » signifie. Un sociologue allemand fameux a mis cela sur le compte du protestantisme, mais judaïsme (ou à tout le moins ce judaïsme-là, fortement talmudique) et ce protestantisme-là (fortement calviniste) paraissent se rencontrer dans le même primat de la loi morale et de la justice par opposition au pardon et à la gratuité, valeurs « chrétiennes », sinon « catholiques » (Benamozegh ne veut pas que l'on fasse de l'amour l'originalité de Nouveau Testament par rapport à l'Ancien - pour reprendre des termes purement chrétiens).

Dans notre tradition capétienne, le Roi, jusqu'à ce que la révolution lui substitue effectivement la Loi, s'il était fontaine de Justice était aussi dispensateur de grâce.

Le pardon royal s'est en tout cas mieux conservé dans l'Histoire que la guillotine. De ce fait, on ne peut pas vraiment dire que la séparation du temporel et du spirituel, la laïcité, s'interprètent de la même façon partout dans la tradition Biblique (au sens de l'Ancien Testament), la royauté davidique faisant précisément exception, et entre celle-ci et les Évangiles. Le problème se complique encore s'agissant du Coran et de la Charia. Une royauté qui soit aussi bien reconnue par les Chrétiens que par les Musulmans et à laquelle les Juifs n'aient rien à redire, pose visiblement un problème à l'héritier de la Couronne britannique, de droit chef de l'Eglise d'Angleterre, qui se serait bien vu « Confesseur » de plusieurs fois et non d'une seule. N'être d'aucune foi, ou n'en confesser aucune, n'est pas une solution. L'être de plusieurs, non plus. Autre chose certes est d'être, comme vous le dites « neutre quant aux convictions religieuses », à condition d'expliquer ce que « neutre » signifie, mais c'est un débat que nous avons déjà eu et qui encore aujourd'hui nous entraînerait trop loin. Car il ne s'agit ni de foi, ni de conviction, mais bel et bien de droit, de la philosophie du Droit et du sens de la Loi.

Eugène SAINT-CLAIR

Rois d'Israël

Bertrand Renouvin écrit dans le numéro 829 de *Royaliste* : « Notre tradition royale trouve sa source dans la Bible et sa référence première dans les rois d'Israël ». On apprenait jadis, à l'école primaire, que les Francs, peuple germanique, choisissaient leur « roi », que le premier roi célèbre des Francs avait été Mérovée. D'autre part, la *Chanson de Roland* débute ainsi : *Charles li reis, nostre emperere magnes, Charles le roi, notre grand empereur*. L'affirmation de M. Renouvin mériterait, semble-t-il, une explication.

Marcel CONCHE

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Courrier - p.3 : L'intelligence du pied - Soutiens - p.4 : Guerre à l'intelligence - p.5 : Poutine, notre voisin - p.6/7 : La révolution de 1944 - p.8 : Jean Moulin, rebelle et politique - p.9 : De la démagogie victimaire - p.10 : Fidel Castro l'infidèle - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Qui veut le pouvoir ?

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (46 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

L'intelligence du pied

Soutiens

A la révolte de l'intelligence de la tête, le Premier ministre oppose l'intelligence de la main. Pourquoi n'a-t-il rien dit de l'intelligence du pied ? Arrachée au journal intime de Sylvie Fernoy, la réponse n'a rien à voir avec la question.

Vendredi 5 mars. Journée grise. Pour illuminer mon esprit en quête de vérité vraie, je vogue sur la Toile tout en jetant un œil sur les informations sur France 2.

Juste ciel ! La brave Claudie Haigueré, qui n'en peut mais, lance un appel aux chercheurs en lutte et précise : « *C'est vrai que c'est un appel à la responsabilité, parce que nous sommes tous engagés et responsables et que c'est notre devoir d'être constructifs et positifs* ». Alors là, bravo ! Tiens, ça me fait penser à un slogan affiché dans les avions d'une compagnie canadienne : *Vous aussi, vous faites partie de l'équipage*.

Heureusement que les passagers n'en font pas partie, de l'équipage ! Y'en a qui boivent comme des trous, d'autres qui dorment pendant tout le trajet sans parler des couples tendrement enlacés. Or, dans l'avion France, le gouvernement tient toutes les commandes et nous, les citoyens-passagers, on a le cœur qui se décroche tellement ça secoue...

Et là, coïncidence inouïe : pendant que je file ma métaphore, Monsieur Raffarin apparaît dans le poste. Toujours occupé à répondre aux chercheurs, il leur dit en gros qu'il n'y a pas que l'intelligence de la tête mais, je cite de mémoire, « *qu'il y a aussi l'intelligence de la main, qui est proche du cœur* ».

Cet argument, c'est du Raffarin pur sucre. Où va-t-il chercher tout ça ? Chez Émile de Guerre, comme me le susurre au téléphone un copain, inspecteur des Finances, qui rédige des bouts de discours pour l'homme de Matignon ? J'opine sans trop savoir, car mon collègue tient à me faire savourer le formidable retournement dialectique qui vient de s'opérer sous nos yeux. Contre l'intelligentsia réactionnaire, Mao-Tsé Raffarin prend sous son aile protectrice le Travailleur Manuel et lance le mot d'ordre de la nouvelle révolution culturelle : *Feu sur le quartier général de la bourgeoisie de gauche* ! Il est sûr, me confie le matignonesque conseiller, que le prolétariat français transformera les élections régionales en plébiscite pour le chef de l'UMP. Et Yu Kong, s'écrie-t-il, déplacera encore une fois la montagne, armé de la seule pensée Raffarin !

Impressionnée, j'objecte cependant ceci : l'intelligence de la main ne saurait faire oublier l'intelligence du pied, dont le peuple français, dans sa fraction prolétarienne mais pas seulement, est aussi équipé. Or s'il y a selon Heidegger des chemins qui ne mènent nulle part, on connaît des coups de pied qui, eux, ne se perdent pas.

Comme le peuple lit les journaux ou du moins prête une oreille à la radio, il pourrait bien avoir retenu trois vérités :

- notre pays est en ¹quasi-récession (+ 0,2 % de croissance) et un résultat négatif a été évité grâce à une augmentation des dépenses publiques. Ce qui sauve les ultra-libéraux, c'est qu'ils font un peu d'anti-libéralisme, au mépris du pacte de stabilité ;

- la dette publique atteint mille milliards d'euros : elle est passée de 58,6 % du Produit intérieur brut à 63 % en 2003 alors que la barrière européenne est fixée à 60 %. Ce niveau d'endettement n'est pas inquiétant (la question est de savoir comment on le finance, la réponse peut se trouver dans une bienfaisante inflation) mais les ultra-libéraux risquent d'en tirer argument pour restreindre les dépenses - ce qui augmentera les souffrances d'innombrables Français ;

- ce qui reste d'industrie nationale est, pour une part importante, contrôlé par le capital étranger qui peut à tout instant licencier ou (et) délocaliser au vu d'une mauvaise rentabilité : selon une étude du Commissariat général du Plan (sic), 37 % des entreprises cotées étaient entre des mains étrangères en l'an 2000. Cette proportion dépassait les 50 % pour les grands groupes cotés au CAC 40. Au total, 1,7 millions de travailleurs français étaient sous une direction étrangère il y a cinq ans.

Ces vérités ne sont pas commentées par les « responsables » qui ont le cœur sur la main. Il est vrai qu'elles se passent de commentaire.

Sylvie FERNOY

A la façon dont Jacques Chirac se penche sur les « grands problèmes » et multiplie les effets d'annonce, on devine que l'homme est entré en campagne électorale.

Celui qui devrait être le président de tous les Français mais qui agit en chef de clan dispose de tous les atouts politiques : le parti chiraquien tient toutes les manettes, la gauche est inexistante, les médias radio-télévisés n'ont pas besoin d'être contrôlés pour être d'une déférence extrême.

Avec un capital électoral de 20 % des voix, l'homme qui se dit à l'écoute des « gens » peut une nouvelle fois se jouer d'une majorité de mécontents.

Sans vouloir jouer les oiseaux de mauvais augure, nous remarquons cependant que les groupes de soutien de Jacques Chirac faiblissent :

Les commerçants et les petits producteurs ne sont pas sûrs : les restaurateurs et les producteurs de vin qui marchandent leurs voix feront de plus en plus d'émules qui voteront pour les candidats protestataires s'ils n'ont pas satisfaction.

Le Medef, qui n'est pas représentatif de tous les patrons, est honni par une grande partie des électeurs : toute parole tombée de la bouche de M. Seillière incite à voter contre l'homme qui n'a jamais rien refusé au Medef.

La FNSEA, enfin, vacille sur ses bases : après la mise en examen de son ancien président Luc Guyau, un vaste système de détournement de fonds, sous couvert de l'Association nationale pour le développement agricole, vient d'être mis à jour.

Pas décisif, mais tout de même fâcheux pour l'éventuel candidat à un troisième mandat.

Yves LANDEVENEC

Métissée ?

Sur quelques murs, une affiche signée *SOS Racisme* pour les élections régionales et cantonales avec cinq mots en forme de consigne : « Votez pour une République métissée ».

Ce qu'on signe là jette dans un abîme de perplexité.

S'agit-il de la République définie comme État de droit ? L'idée d'une Constitution « métisse » est aussi inepte que le métissage *res publicain* du bien commun.

Veut-on une France mélangée ? Cela fait plus de mille ans que des populations diverses se mélangent sans que personne ne prescrive par voie d'affiche qu'il est politiquement correct de caresser une peau différente de la sienne. Qu'on nous laisse libre de ce genre de choix !

Ordonne-t-on de voter pour des jaunes, des noirs etc. ? C'est inciter à la préférence raciale dans une République qui ne connaît pas de races. C'est évidemment entrer dans la logique imbécile et criminogène qui fera s'opposer le vote de couleur au « vote blanc ».

Encore une fois, nous demandons aux « communautaristes » de nous expliquer pourquoi le fait d'être une femme, un mâle homosexuel, un « beur » ou un « descendant d'esclaves noirs » donne une meilleure intelligence des affaires publiques.

Quand *SOS Racisme* était dirigé par Harlem Désir sous l'égide de l'Élysée (vous voyez ce que je veux dire ?) nous soutenions ce mouvement qui militait pour l'intégration républicaine. Le voici tombé entre les mains de provocateurs irresponsables.

Annette DELRANCK

Guerre à l'intelligence

Fallait-il être grand clerc pour s'en apercevoir ?

Il y a un trait commun aux professions particulièrement éprouvées par les récentes mesures gouvernementales. Lequel ? Elles seraient liées à l'intelligence.

Oui, vous entendez bien, nos gouvernants livreraient, sans l'avoir déclarée, « la guerre à l'intelligence ».

Cette version modeste du *Messenger hessois* (1) publiée par les *Inrockuptibles* et signée par plus de 70 000 internautes (2), s'offre l'impertinence de dresser l'inventaire des chercheurs, gens du spectacle, « urgentistes », juges, psychanalystes, archéologues, architectes, personnels soignants, professeurs, étudiants, voire journalistes, à qui les réformes bâclées et les réductions de moyens rendent l'exercice de leur métier plus difficile, dangereux, ou impossible. « C'est... une politique extrêmement cohérente... d'appauvrissement et de précarisation de tous les espaces considérés comme improductifs à court terme, inutiles ou dissidents, de tout le travail invisible de l'intelligence, de tous ces lieux où la société se pense, se rêve, s'invente, se soigne, se juge, se répare... »

La dénonciation a la vertu de relier - *intel-ligère* - la polarisation « anti-intellectuelle » des gouvernants à l'imbécillité des débats dont ils assomment l'espace public : « Pour ou contre le voile ? Psychiatres ou charlatans ? Un policier dans chaque école ou des professeurs laxistes ? Juges de gauche ou flics sévères ? France d'en bas contre élites savantes ? Les artistes : fainéants ou profiteurs ? Depuis deux ans, la liste est longue des compétences et savoirs pratiques méprisés, des débats raccourcis, amputés de

leur épaisseur et de leurs contradictions fécondes. » Sans compter les discriminations dont ils prétendent farder la citoyenneté républicaine...

Que cette agression soit « un fait sans précédent dans l'histoire récente de la nation », qu'elle induise des appauvrissements « humains, sociaux, culturels » irréversibles, est amplement prouvé. Que, dans notre pays, l'opposition n'ait ni l'assise populaire ni les convictions qui lui permettraient de fourbir une riposte et des alternatives, est une évidence. Il s'ensuit que les seuls à dénoncer le mal causé à la société par ces atteintes sont les professions-cibles elles-mêmes : informées et soucieuses de leur mission, elles ont les moyens d'analyse et d'expression convenables à cet office. Et c'est leur devoir de parler.

Or voilà le scandale ! Des intellectuels s'exprimer au nom de l'intérêt public, se réclamer des valeurs de l'esprit, taxer d'obscurantisme les gouvernants ? Ce ne peut être qu'au nom d'idéologies dépassées - querelle des Anciens et des Modernes - ou de raisons partisans - un sursaut de la « gauche qui se décrète culturelle de fondation »... Ces bribes extraites d'un éditorial de Bruno Frappat, souvent mieux inspiré (3), montrent quelle suspicion entoure le « tiers instruit » dans notre république savante. Les revendications des buralistes, des camionneurs, des agriculteurs du syndicat-client leur paraissent bruyantes mais rafraîchissantes. Ça, c'est du populisme ! Celles des électriciens

ou des cheminots dérangent sans inquiéter. Elles sont « catégorielles » ! Mais si la grogne prend les universitaires chercheurs et enseignants, les juges, les avocats, les médecins, les acteurs, et s'ils s'en expliquent, l'échine des chiens de garde frissonne.

Appréhension très politique : les oligarques, qui n'ont rien à craindre d'un ectoplasme socialiste, font de plus en plus le cauchemar du Zénith.

Imaginez un peu des gens de toutes les professions susdites, du prof de fac à l'assistante sociale, de l'infirmière au costumier, du juge (4) au maton de l'un des 1 053 détenus entassés dans 478 places à la maison d'arrêt de Loos-les-Lille (Nord), imaginez avant leur suppression programmée, les instituteurs de CLIS (Classes d'insertion spécialisées) et leurs élèves handicapés - oui, ce gratin d'intelligence partagée, fécondante, qui fait venir au monde des êtres... Imaginez ces gens alliés aux chômeurs et autres va-nu-pieds, déambulant de la République au Zénith... revendiquant « leur droit inaliénable à une autre réalité ».

Ce qui s'est fêté le 1^{er} mars au Zénith n'est évidemment que l'ébauche de la coalition qui pourrait bien un jour renverser la gamelle devant les niches d'en haut : quand ils déambuleront avec d'autres du Zénith... à la République.

Luc de GOUSTINE

(1) Pamphlet révolutionnaire lancé par Georg Büchner en juillet 1834 sous le titre « Paix aux chaumières ! Guerre aux palais ! ».

(2) Les *Inrockuptibles* publieront en mars des récits et témoignages des situations concrètes de compatriotes plongés dans le KO social.

(3) *La Croix* du 26 février 2004.

(4) Voir sous <http://www.syndicat-magistrature.org/article/264.html>, la simulation des effets aberrants de la loi Perben II.

Poutine, notre voisin

Réélu avec plus de 80 % des voix, Vladimir Poutine est le maître de la Russie. L'Europe et la Russie ont un intérêt mutuel à s'entendre, quitte pour un pays comme la France à pratiquer « le secret du roi ».

Depuis la chute du mur de Berlin, les présidents américains se sont amusés à refaire avec l'Europe le coup du « Québec libre ». En Pologne, en Roumanie, en Ukraine, Bush père, Clinton, Bush fils y sont allés de leurs couplets sur l'indépendance retrouvée, pour rattraper le temps perdu avant la chute de l'Union soviétique. L'on reproche à la « vieille Europe », Italie, Allemagne, Grande-Bretagne et France, de tenir un autre langage, celui de la discipline communautaire après l'entrée de ces nouveaux États dans l'Union européenne, et de passer par-dessus leurs têtes pour régler directement les problèmes avec Moscou. Ainsi du statut de l'enclave russe de Kaliningrad entre Lituanie et Pologne. Washington a beau jeu d'exploiter ce coin entre « vieille » et « nouvelle » Europe. Quinze ans n'ont pas fait oublier aux anciens dépendants du pacte de Varsovie les souvenirs de la domination russe. Les pays baltes ne voient pas de quel droit Bruxelles ou Paris ou Londres pourraient leur imposer le respect des minorités russophones chez eux. Comme il était hors de question de reconnaître à Moscou un droit de veto sur l'adhésion de ces pays à l'Union, on n'a rien négocié. Le Kremlin s'oppose donc à l'extension automatique aux nouveaux membres des accords de partenariat si-

gnés entre la Russie et l'Union quand celle-ci n'avait que quinze membres.

Ces frictions sont peut-être uniquement dues à la période électorale que vit la Russie. La nomination de l'ambassadeur russe auprès de la Commission européenne comme nouveau Premier ministre est un signe qui devrait présager de relations plus confiantes entre les deux ensembles. L'Amérique au contraire s'en inquiète et y voit un indice supplémentaire d'autoritarisme du chef du Kremlin. Elle a pris la défense des oligarques qui s'étaient emparés à vil prix des ressources naturelles du pays à l'époque Eltsine contre ceux qu'elle qualifie de « siloviki », ex-agents du KGB comme Poutine lui-même. Nous pourrions tout aussi bien retourner l'accusation et opposer une excellente école de hauts-fonctionnaires, des « énarques » comme n'hésite pas à les nommer l'ami de Michel Debré, Constantin Melnik (1), de vrais réformateurs à des profiteurs, des gangsters et des mafieux liés aux pires énergumènes de la finance internationale. La vérité se situe sans doute à mi-chemin. Il faut distinguer à l'intérieur même des deux catégories. Mais Bush père n'a-t-il pas été directeur de la CIA ?

Nous avons raison de ne pas faire confiance à Brejnev, non plus dans des exercices différents qu'à Gorbatchev et

à Eltsine. Poutine n'a rien de commun avec aucun de ces trois types de dirigeants. Si son mode de gouvernement entraîne quelques grincements aux entournures sur les marches de l'Union européenne, il apparaît pour le moment infiniment plus cohérent que celui de ses prédécesseurs. Il ouvre donc à une entente durable avec l'Europe pour peu que celle-ci se dote d'une ligne diplomatique aussi conséquente.

Avec l'entrée de ceux des nouveaux membres qui ont été sous domination russe, les « grands » pays devront réapprendre à pratiquer la politique traditionnelle dite sous Louis XV du « secret du roi » grâce auquel la France pouvait entretenir de bonnes relations à la fois avec Saint-Petersbourg et avec Varsovie (2). Ce « secret » est à la merci de n'importe quelle indiscrétion. La Russie doit avoir pleinement confiance en nous. Nous ne pouvons donc être soupçonnés de « fuites » en direction de Washington. Le « secret » doit rester inviolé pour Washington. La vieille et la nouvelle Europe ne doivent pas se rapprocher au détriment du voisin russe. Mais on ne peut pas laisser ni la Russie ni l'Amérique exploiter nos différences. L'Europe a là un de ses principaux défis à relever.

Yves LA MARCK

(1) Dans la magnifique livraison du n°4 de la *Revue de l'Intelligent*.

(2) Fin février, le président Chirac semble avoir méconnu cette règle à Budapest d'où il a lancé un appel à mieux « respecter » la Russie. A Paris ou à Bruxelles oui mais en Hongrie ?

BRÈVES

♦ **MONTÉNÉGR** – Nous faisons régulièrement référence à l'association *Le Courrier des Balkans* (CDB) qui publie sur la Toile des traductions d'articles et des notes de lectures qui font de ce site un moyen indispensable d'information sur l'actualité politique, économique et sociale dans l'ensemble des pays balkaniques. Lors de leur assemblée générale du samedi 6 mars, les adhérents du CDB ont élu à l'unanimité le prince Nicolas Petrovitch Niegosch à la présidence de leur association. Nous adressons de chaleureuses félicitations au prince du Monténégro, qui s'est dévoué aux populations meurtries par les guerres et qui continue à tisser des liens sociaux et culturels entre les peuples du sud-est de l'Europe.

Le Courrier des Balkans : <http://www.balkans.eu.org>

♦ **SERBIE** – Le monastère serbe de Chilandar au mont Athos a été la proie d'un gigantesque incendie le 3 mars. Aussitôt la nouvelle connue, le prince Alexandre de Yougoslavie s'est rendu sur place pour mesurer l'ampleur du désastre et apporter son aide matérielle et morale. S'adressant au Frère supérieur et aux moines rassemblés pour l'accueillir le prince déclara : « C'est mon espoir que le monastère de Chilandar, le centre spirituel des Serbes et le plus vieux monument sacré serbe, continue son influence bénéfique dans les siècles à venir ».

♦ **MAROC** – Un meurtrier tremblement de terre a fait près de 600 morts et plus de 400 blessés dans le Rif le 24 février dernier. Constatant une certaine lenteur et une mauvaise coordination dans l'organisation des premiers secours, le roi Mohammed VI a décidé d'intervenir personnellement. Quittant sa résidence habituelle, il a établi un camp provisoire sur le plateau proche d'Al Hoceima, en plein centre de la zone sinistrée. De là, il sillonne la région, visite les villages, les hôpitaux, les camps organisés par le Croissant rouge marocain. Son séjour sur place doit « contribuer à faciliter et à accélérer les opérations de secours » a précisé un porte-parole du Palais. Les populations rifaines, longtemps tenues en suspicion par le pouvoir royal en raison de leur vocation rebelle, ont été très sensibles à la sollicitude royale et le roi reçoit un accueil chaleureux lors de ses visites. La vie diplomatique cependant continue et c'est sous la tente, dans le bivouac royal, qu'ont été reçus le sous-secrétaire d'État aux Affaires politiques américain, Marc Grossman, suivi du ministre Abderrahim Zouari envoyé spécial du président tunisien.

La révolution de 1944

Le 15 mars 1944, les représentants des organisations de la Résistance, des syndicats et des partis politiques, groupés au sein du Conseil national de la Résistance et délibérant en assemblée plénière, décidaient d'adopter un programme comportant un « plan d'action immédiate contre l'oppression » et « les mesures destinées à instaurer, dès la Libération du territoire, un ordre social plus juste ». Les adhérents et les sympathisants de la Nouvelle Action royaliste participent à la commémoration du 60^e anniversaire du programme du C.N.R. dont Bertrand Renouvin rappelle la genèse et indique la portée.

La France a vécu pendant plus d'un demi-siècle selon les principes économiques et sociaux affirmés pendant la Seconde Guerre mondiale par le général de Gaulle puis par les organisations de la Résistance.

Cette guerre était une révolution, et les principes révolutionnaires proclamés par le Conseil national de la Résistance en 1944 ont été inscrits dans le Préambule de la Constitution de 1946.

Cette révolution par la loi a effectivement transformé les structures économiques et sociales de la France libérée, avant que l'État restauré en 1958 ne pose les conditions premières d'une nouvelle dynamique.

Cette œuvre de destruction de l'ancien système et de création d'une nouvelle organisation économique et sociale a associé dans un premier temps les principales familles politiques qui avaient participé à la Libération : les gaullistes, parmi lesquels de nombreux royalistes, les communistes, les démocrates-chrétiens et de nombreux socialistes. Toutefois, la vérité historique commande de rappeler que le programme du CNR, le Préambule de 1946 et l'œuvre de la Libération trouvent leur genèse dans la pensée exprimée par le général de Gaulle dès 1942 dans un souci de redressement dont on néglige aujourd'hui le caractère national.

Nul n'ignore que, dès le 18 juin 1940, le général de Gaulle s'affirme à la fois comme chef militaire et comme chef politique, avec une radicalité moins voulue qu'imposée par la nature de ce qu'il appelle une « guerre-révolution ». C'est parce que cette guerre est une révolution que la victoire ne peut être obtenue que par le caractère révolutionnaire du mouvement de libération nationale : « De cette victoire certaine, [...] nous entendons, nous, les Français libres, qu'une France nouvelle doit sortir. Une telle guerre est une révolution, la plus grande de toutes celles que le monde a connues. Ce que nous apportons, nous les Français libres, d'actif, de grand, de pur, nous voulons en faire un ferment » affirme le Général dès le 29 novembre 1940.

Ces paroles sont surprenantes car elles sont prononcées par un militaire de carrière, auquel on prête des opinions de droite, monarchisantes ou peu républicaines. On s'apercevra qu'elles inaugurent une longue réflexion, personnelle mais point solitaire, qui conduit le Général à s'affirmer républicain au sens premier du terme (la politique de salut public) et démocrate selon l'initiale perspective de la « guerre-révolution ».

Jean-Louis Crémieux-Brilhac a justement souligné le caractère fondateur de la Déclaration aux mouvements de résistance du 24 avril 1942, qui est publiée dans la presse française clandestine le 23 juin.

La révolution consiste à abattre d'un même coup le régime de la III^e République et

celui de Vichy - ce qui correspond à un souhait très largement répandu chez les Résistants alors que d'éminents politiciens voulaient rétablir les institutions de 1875 après la victoire.

La condamnation portée par le Général est symétrique et sans appel : « Un régime, moral, social, politique, économique, a abdiqué dans la défaite, après s'être lui-même paralysé dans la licence. Un autre, sorti d'une criminelle capitulation, s'exalte en pouvoir personnel. Le peuple français les condamne tous les deux. Tandis qu'il s'unit pour la victoire, il s'assemble pour une révolution ».

Cette révolution est d'une autre nature que celles d'août 1792 et d'octobre 1917 : elle est définie par la Déclaration comme « un courageux et profond renouvellement intérieur » dont le Général souligne le caractère démocratique et populaire dans sa conférence de presse du 27 mai 1942 : « La démocratie se confond exactement, pour moi, avec la souveraineté nationale. La démocratie, c'est le gouvernement du peuple par le peuple, et la souveraineté nationale, c'est le peuple exerçant sa souveraineté sans entrave ».

Le Général précise que l'objectif est la souveraineté de la nation, par « restauration de la complète intégrité du territoire » et restauration « de la



ution 14



souveraineté complète de la nation sur elle-même » par l'exercice de la souveraineté nationale : « Une fois l'ennemi chassé du territoire, tous les hommes et toutes les femmes de chez nous éliront l'Assemblée Nationale qui décidera souverainement des destinées du pays ».

On remarquera dès 1942 l'annonce du droit de vote pour les femmes, qui sera effectivement reconnu par l'ordonnance du 21 avril 1944.

La Déclaration de 1942 énonce précisément la dialectique de la révolution gaullienne, qui s'affirme dans l'ordre politique par un double mouvement de destruction (de l'ancien pouvoir légal et du pouvoir de fait vichyssois) et de restauration de la souveraineté sous un double aspect.

Le même mouvement de destruction et de reconstruction est annoncé dans le domaine économique et social, dans une perspective non-marxiste et fortement influencée par le travaillisme britannique.

Il s'agit de détruire « (...) le système totalitaire qui a soulevé, armé, poussé nos ennemis contre nous, aussi bien que le système de coalition des intérêts particuliers qui a, chez nous, joué contre l'intérêt national, [lesquels] devront être simultanément et à tout jamais renversés ». Ceci pour instaurer la liberté dans la sûreté : « A l'intérieur, il faudra que soient réalisées,

contre la tyrannie du perpétuel abus, les garanties pratiques qui assureront à chacun la liberté et la dignité dans son travail et dans son existence. La sécurité nationale et la sécurité sociale sont, pour nous, des buts impératifs et conjugués ». Dès 1942, l'organisation de la sécurité sociale est prévue dans une nation indépendante et garante de la liberté, ce qui ne va pas sans intervention directe dans l'économie afin de répondre à l'exigence de justice sociale récusée par le national-socialisme et bafouée par les intérêts particuliers sous la III^e République :

« Nous voulons que l'organisation mécanique des masses humaines, que l'ennemi a réalisée au mépris de toute religion, de toute morale, de toute charité, sous prétexte d'être assez fort pour pouvoir opprimer les autres, soit définitivement abolie. Et nous voulons en même temps que, dans un puissant renouveau des ressources de la nation et de l'Empire par une technique dirigée, l'idéal séculaire français de liberté, d'égalité, de fraternité soit désormais mis en pratique chez nous, de telle sorte que chacun soit libre de sa pensée, de ses croyances, de ses actions, que chacun ait, au départ de son activité sociale, des chances égales à celles de tous les autres, que chacun soit respecté par tous et aidé s'il en a besoin. »

La révolution de 1944 procède de la Déclaration

de 1942 et précise le programme esquissé à Londres.

A l'intention de ceux qui chercheraient à gommer la dimension patriotique de cet appel et la référence gaullienne, on remarquera que les « mesures à appliquer dès la libération du territoire » sont présentées par le CNR comme autant de moyens au service d'une politique. La Résistance entend maintenir son unité « afin d'établir le gouvernement provisoire de la République formé par le Général de Gaulle pour défendre l'indépendance politique et économique de la nation, rétablir la France dans sa puissance, dans sa grandeur et dans sa mission universelle » (...).

Il s'agit ensuite d'assurer « l'établissement de la démocratie la plus large » par le rétablissement du suffrage universel et de l'ensemble des libertés publiques. La liste des « réformes indispensables » est trop longue pour être reprise dans sa totalité. Retenons la nécessité d'une planification destinée à intensifier la production, la nationalisation des grands moyens de production, le développement des coopératives de production agricoles et artisanales, le droit au travail, la garantie du pouvoir d'achat, le « plan complet de sécurité sociale », la sécurité de l'emploi, le droit à l'instruction et à la culture.

Il y a lieu de souligner que le CNR prévoit « le droit d'accès, dans le cadre de l'entreprise, aux fonctions de direction et d'administration, pour les ouvriers possédant les qualifications nécessaires, et la participation des travailleurs à la direction de l'économie ».

Le Préambule de 1946 reprend le programme économique et social de la Résistance et donne la force de principes qui furent gravés dans le « bloc de constitutionnalité » avec la Déclaration des droits

de 1789 et le Préambule de 1958. Figurent désormais parmi les droits imprescriptibles les garanties reconnues à l'ensemble des citoyens (droit à l'emploi, à la santé, à l'instruction et à la culture, à une retraite digne...) et aux travailleurs (droit syndical, droit de grève, participation à la gestion des entreprises...). Les ordonnances sur la Sécurité sociale, les nationalisations, la mise en place de la planification furent rapidement décidées et mises en œuvre mais la participation des travailleurs à la direction de l'économie et à la gestion des entreprises demeura à l'état de projet, sous la IV^e comme sous la V^e République malgré la tentative du Général et des gaullistes de gauche. Mais le programme du CNR et le Préambule de 1946 posèrent les conditions premières du développement économique et du progrès social pendant près d'un demi-siècle.

Bertrand RENOUVIN

RÉFÉRENCES

- Général de Gaulle - « Mémoires de guerre - Le Salut ».
- Jean-Louis Crémieux-Brilhac - « La France libre - de l'appel du 18 juin à la Libération », Gallimard, 1996, prix franco : 31 €.
- Institut Charles de Gaulle : « De Gaulle en son siècle », Actes des Journées internationales tenues à l'UNESCO, 19-24 novembre 1990. Tome 3 : « Moderniser la France », Plon/La Documentation française, 1992.
- Michel Borgetto, Robert Laffont - « La République sociale - Contribution à l'étude de la question démocratique en France », PUF, 2000 (sur le Préambule de 1946), prix franco : 30 €.
- Henry Galant - « Histoire politique de la Sécurité sociale », préface de Pierre Laroque, Armand Colin, 1955.
- Le programme du CNR est publié sur le site de l'association Attac.

Inédit

Jean Moulin,
rebelle et politique

Ce qu'il y a de meilleur, dans cette toute jeune *Revue de l'intelligent*, c'est d'aller voir « là où la main de l'homme n'a jamais mis le pied ».

Autrement dit, on y trouve des reportages informés et méditatifs sur des coins perdus et des populations oubliées, éclairés par d'admirables photographies. Exemple : le récit de l'écrivain turc Nedim Gürsel parti sur les chemins du chiisme anatolien pour retrouver le berceau du bektachisme.

Autre exemple : le voyage de Jacques Bertoin au Maroc qui nous fait entrer dans le cercle des juifs disparus. Les juifs Marocains (3 % de la population à la veille de l'indépendance) sont moins de 4 500 aujourd'hui. Persécutions ? Non : la Constitution marocaine garantit le libre exercice des cultes et « la rue, dans les villes du Maroc, est pour les juifs l'une des plus sûres du monde » - des juifs qui « ne marchent ni l'amour de leur patrie (...) ni la fidélité à leur souverain ». Alors ? Lisez donc cette enquête émouvante.

Ensuite ? Un grand dossier sur la Russie avec, pour une fois dans la presse française, des regards différents et des opinions divergentes. Le portrait de Vladimir Poutine par Tatiana Tchetcherina est piquant à tous égards, la comparaison entre le président russe et le général de Gaulle telle que l'établit Constantin Melnik donne à réfléchir, le dur reportage d'Anne Nivat sur la Tchétchénie est nécessaire et l'analyse des relations américano-russes par Yves La Marck est indispensable à la compréhension du cours des affaires mondiales.

Jacques BLANGY

❏ (1) *La Revue de l'intelligent*, n° 4, mars-avril 2004, prix franco : 17 €.

Un ouvrage récent (1) nous offre un portrait lumineux - dans tous les sens du terme - du fondateur du Conseil National de la Résistance.

Il nous est décrit un grand serviteur de l'État, fidèle à ses principes, résistant de la première heure se reconnaissant pleinement dans l'idéal gaullien.

« Le rôle capital qu'il joua dans notre combat ne sera jamais raconté par lui-même ». Cette phrase lourde de sens que Charles de Gaulle écrit dans une préface de 1947, que Jean-Pierre Azéma place justement en exergue de son travail, témoigne de ce que « l'inconnu du Panthéon », comme le désigne Daniel Cordier, son ancien secrétaire et biographe, nous échappe encore trop souvent dans sa vérité, voire même sa simplicité. Elle semble annoncer, au lendemain des années de chaos, d'abord l'oubli relatif dans lequel tombe Jean Moulin, puis sa consécration comme héros emblématique de la Résistance, la cérémonie du Panthéon de 1964 « officialisant » sa mémoire, avec, plus tard, les règlements de comptes entre membres de la « Haute Société Résistante » (2), les exploitations politiques, et les coups fumeux de pseudo-historiens.

Jean-Pierre Azéma, professeur à Sciences-Po et spécialiste incontesté de la France des années noires, recentre le débat. Il étudie le personnage, ses origines, son itinéraire, les choix qu'il a faits et leur contexte. La méthode, même si le travail s'adresse à un large public, est celle de la stricte rigueur historique : les documents d'époque priment sur les témoignages, surtout ceux de l'après-guerre. Est donc - enfin - établie une synthèse convaincante de tout ce qui peut être dit de Jean Moulin.

La carrière du jeune fonctionnaire, qui, en bon fils de notable de la III^e République, choisit la « préfectorale », prend un tour politique - alors que jusque-là sa fonction l'obligeait plutôt à s'en tenir à une certaine neutralité - avec la rencontre de l'ancien « jeune turc » - ainsi appelle-t-on les plus réformateurs des Radicaux - Pierre Cot, qui nomme, à chaque fois qu'il est ministre - notamment sous le Front Populaire -, ce scrupuleux serviteur de l'État à la tête de son cabinet.

Cette expérience, de celui qui ne sera jamais « encarté » dans aucun parti, permet à Jean Moulin d'être confronté à une première guerre, celle d'Espagne. Il est chargé, avec d'autres, d'aider clandestinement les Républicains, et tire la conclusion que toute résistance, pour un pays occupé, est vouée à l'échec si elle n'est pas solidement soutenue par une aide venue de l'étranger, une aide extérieure.

Quand la France s'installe dans l'occupation allemande, il décide donc rapidement de « faire quelque chose », comme s'y résout une infime minorité, dans une longue partie de « bluff patriotique » (3). Auparavant, le 11 juin 1940, le préfet d'Eure-et-Loir avait enjoint ses administrés, submergés par les mauvaises nouvelles, d'être « dignes en restant calmes [...] » en ajoutant : « N'écoutez pas les paniquards qui seront d'ailleurs châtiés. Déjà des sanctions sont prises. D'autres suivront. Il faut

que chacun soit à son poste. J'ai confiance. Nous vaincrons. »

A l'automne 1941, après un voyage à Londres difficile à organiser, et long à effectuer, Jean Moulin devient le représentant personnel du général De Gaulle en France occupée - il le sera plus tard pour toute la métropole -, après avoir constaté que le chef de la France Libre poursuit les mêmes objectifs de guerre que lui. Ces buts l'amènent à l'accomplissement de l'essentiel de son œuvre politique : la fédération - plutôt que l'unification - des principaux Mouvements de l'intérieur, et la création d'un Conseil - pas encore dénommé « National » - de la Résistance, le 27 mai 1943.

Sa fidélité au général de Gaulle lui vaut l'hostilité de certains responsables des Mouvements, la Résistance non communiste étant infiniment plus divisée que sa mémoire nous l'a longtemps enseigné. C'est dans ce contexte qu'il faut situer les responsabilités politiques, qui, avec de probables trahisons, expliquent l'arrestation de Caluire, en juin 1943, puis la mort de Jean Moulin dans les conditions que l'on sait. S'était imposé à lui, ce que son compagnon Pierre Copeau avait demandé aux résistants lors de la réunion historique de mai : d'avoir « la modestie d'accepter [leur] véritable rôle, qui est d'ailleurs le plus beau, d'être des combattants d'avant-garde un peu sacrificiels » (4).

Christophe BARRET

❏ (1) Jean-Pierre Azéma - « Jean Moulin - le politique, le rebelle, le Résistant », Ed. Perrin, 2003, 512 p., prix franco : 25 €.

(2) op. cit., p. 352.

(3) op. cit., p. 158.

(4) op. cit., p. 443.

De la démagogie victimaire

Déconcertante époque... Alors qu'en France, une vague néolaïciste semble se former du côté d'une intelligentsia qui voudrait réitérer son obsession de la mort de Dieu, la marée Mel Gibson déferle depuis l'Amérique, imposant la plus douloureuse des figures du divin. Et le moindre des paradoxes n'est pas que c'est précisément du côté le plus réactionnaire – ou du moins réputé comme tel – que se profile la seule théologie qui soit acceptable à notre temps, celui de la fin de la métaphysique et de la toute puissance. À moins qu'il y ait équivoque. Faute d'avoir vu *la Passion* de Gibson, je ne puis décider si c'est l'énormité de la violence ou la toute faiblesse qui aurait frappé l'imagination des millions de spectateurs. Si c'est la violence, ce pourrait être le moyen le plus roué pour recomposer l'assujettissement autoritaire d'un dieu toujours impérial. Si c'est la faiblesse, encore faut-il discerner si elle laisse l'espace de liberté qui permet au sujet de renouer le dialogue intérieur où pouvoir se remettre à soi-même dans une reconnaissance ineffable de l'Autre... Le drame de notre temps – mais il est consubstantiel à notre condition – c'est que les choses sont toujours mêlées. *Corruptio optimi, pessima*. Sans cesse, la meilleure des anamnèses est menacée de corruption. Et dans ce cas précis, la faiblesse elle-même se trouve l'objet de la plus équivoque des manipulations.

On connaît la grande idée de René Girard – dont nous pourrions une nouvelle fois nous repenêtrer grâce à un ouvrage récapitulatif qui se clôt sur une passionnante réponse aux objections de Régis Debray (1). Vattimo la résume parfaitement dans un essai dont nous reparlerons : « Girard a montré, de manière convaincante selon moi, que, s'il y a une vérité « divine » dans le christianisme, elle consiste justement dans le dévoilement des mécanismes violents dont est issu le sacré de la religiosité naturelle, c'est-à-dire le sacré caractéristique du Dieu métaphysique » (2). Toute une partie de la théologie contemporaine semble conforter ce point de vue, en insistant sur le Dieu innocent qui n'a opposé aux forces du ressentiment que sa fragilité nue. Il arrive à René Girard d'expliquer aussi que nos sociétés contemporaines, dans leur obsession des victimes, montrent à quel point elles ont intégré le message évangélique.

C'est certes un grand progrès que celui qui consiste à choisir le camp des victimes, plutôt que celui des oppresseurs. Mais n'y a-t-il pas en même temps subtile perversion dans le fait d'épouser la condition de la victime afin de revendiquer des privilèges particuliers, au nom d'une exigence de justice, dont l'excès peut dissoudre jusqu'au sens du droit ? Que l'on songe à l'actuel abus dans l'usage du mot *phobie*. Nous assistons à l'extension continue du

champ de cette maudite haine – qui menacerait des catégories toujours plus nombreuses de la population. L'homophobie, à en croire certains médias, serait toujours plus effrayante. On parle aussi d'handicapophobie. Pourquoi n'inventerions nous pas demain une royalistophobie ? Mais il est des groupes de pression infiniment mieux organisés et implantés dans les milieux d'influence pour utiliser, avec maestria et efficacité cette arme de dissuasion.

Gilles-William Goldnadel vient d'analyser de façon très aiguë cette stratégie de conversion de la totale faiblesse en toute puissance. Pour cet avocat très engagé, qui dénonça « l'antisémitisme new age », une imposture intellectuelle et morale s'est emparée du débat politique contemporain, au point de subvertir et de brouiller tous les repères. Ce défenseur d'Israël est bien le dernier à sous-estimer le drame de la Shoah. Il n'en dénonce pas moins l'utilisation du traumatisme qui a bouleversé, avec retard, la conscience occidentale, et qui a abouti à une nouvelle religion doloriste, cette « martyrocratie » dont la finalité consiste à détourner contre l'État-nation la responsabilité de tous les maux.

par Gérard Leclerc



Il s'est produit, selon Goldnadel, une véritable explosion sismique à la suite de la révélation de l'ampleur du crime nazi au tournant des années soixante-soixante-dix. Avec mai 68, et ses slogans ineptes du style « C.R.S. – S.S. » mais aussi « nous sommes tous des juifs allemands » (pour soutenir Daniel Cohn-Bendit), on entre dans une nouvelle ère : « Il y a, tout d'abord, et avant tout, l'intrusion, le débarquement, la convocation de la Shoah dans le débat sociétal. Elle n'en sortira plus (...) C'est le glissement, le dérapage sémantique par l'injure, sémiologique et psychologique par lapsus, dans la nouvelle démonologie. » Désormais, on dénoncera partout la résurgence du monstre nazi, et surtout on voudra se glisser dans la situation du juif persécuté. Ce qui permettra de dénoncer dans l'appareil d'État occidental « l'héritier du démon gestapiste ou de son commis zélé, l'État français pétainiste ». Certes, cette thématique s'élargira au-delà de l'identification directe à la judaïté victimaire ; par exemple, le jeunisme soixante-huitard développera « l'exaltation extatique d'une minorité gratifiante à protéger et à entendre de manière privilégiée ».

L'actuelle mobilisation contre l'homophobie me paraît s'inscrire dans cette logique, avec une valorisation d'un milieu gay qui représenterait le dernier cri de la modernité, du mouvement et de la jeunesse contre le conformisme familiariste et qui serait, pour cela, victime de persécution. Ainsi s'organise une offensive en faveur d'une législation homophobe dont on perçoit peu les retombées probables. L'homophobie nazi sera l'ennemi du genre humain. Gilles-William Goldnadel cite d'autres exemples très convaincants – si je ne le suis pas sur tous les terrains, je m'inquiète avec lui du détour étonnant qui transforme aujourd'hui d'anciens terroristes en victimes de la répression. Même si on pense que Mitterrand n'avait pas tort de donner asile aux repentis des Brigades rouges, on peut s'étonner que ceux-ci soient héroïsés au point d'écœurer l'éditorialiste antiberlusconien de *La Repubblica*. Cela donne une idée assez terrifiante de la perversion de la martyrocratie.

■ Gilles-William Goldnadel - « Les Martyrocrates – dérives et impostures de l'idéologie victimaire », Plon, prix franco : 18 €.

■ (1) René Girard - « Les Origines de la culture », Desclée de Brouwer, prix franco : 19 €.

■ (2) Gianni Vattimo - « Après la chrétienté – Pour un christianisme non religieux », Calmann Levy, prix franco : 16 €.

Fidel Castro l'infidèle

Six cent cinquante pages consacrées à un homme, véritable légende vivante, qui a fait naître tant d'espoirs anéantis dans une sanglante et interminable dictature. Légende, et, comme telle, amoncellement de zones d'ombre, d'erreurs, de mensonges et de fables.

Il fallait, ne fut-ce qu'au nom des dizaines de milliers de victimes passées, de celles à venir, qu'une pareille imposture soit dénoncée. C'est à cela que Serge Raffy, ancien rédacteur en chef adjoint du *Nouvel Observateur*, s'est attaché en publiant *Fidel Castro, l'infidèle*.

Ce livre n'est pas un roman, pas plus qu'un réquisitoire bien que, parfois, devant la monstruosité des faits, l'ironie se fasse mordante. Cette biographie est entièrement nourrie d'enquêtes, de faits vérifiés, de dates, de photos, de documents critiqués et de preuves. Castro est, page après page, dépouillé de sa légende. C'est accablant, le roi est nu.

Fidel Hippolyte Ruz est né le 13 août 1926, officiellement de père inconnu. En fait, son géniteur, Angelo Castro, opulent propriétaire terrien, avait épousé une institutrice, vite abandonnée et remplacée par une métisse de quatorze ans, Lina Ruz. Elle lui donnera cinq enfants adultérins. Le statut de la famille évoluant avec l'introduction du divorce, il pourra épouser sa maîtresse et reconnaître sa progéniture. À dix-sept ans Fidel a un père et un nom, il devient Fidel Alejandro Castro.

Élevé chez les maristes, puis chez les jésuites dont il admire l'ordre, il se montre très bon élève mais au comportement singulier, ce qui lui vaut les surnoms d'*El Loco*, le fou, ou *Bicho*, le vicieux. Déjà un rebelle permanent. Devenu

avocat, il se consacre essentiellement à la révolution sans que ce lecteur d'Hitler et de Lénine en définisse le contenu. Il participe à deux tentatives insurrectionnelles, l'une à Saint-Domingue, elle se termine en farce, l'autre, sanglante, à Bogota. Castro sera accusé de l'assassinat du célèbre avocat Jorge Eliecer Gaitan chef de l'opposition colombienne afin de provoquer une insurrection populaire. Recueilli par son ambassade, il peut sans dommage rentrer à Cuba où cet agité se marie.

Elle s'appelle Mirta Bacart, fille d'un riche notable proche de Batista, qui adressera au couple un chèque de 1 000 dollars en cadeau de mariage. Malgré la naissance d'un fils, le couple se disloque, Mirta s'enfuit, Fidel mari tyrannique qui se souciait fort peu de subvenir aux besoins du ménage, partageait son temps entre agitation et conquêtes féminines. Ce père d'une vingtaine d'enfants plus ou moins recensés, court du tout venant à la tapageuse Ava Gardner, de la trouble Marita Lorentz à la splendide Naty Revuelta, qui lui donnera Alina, laquelle, devenue adulte, n'aura de cesse de s'enfuir de Cuba pour rejoindre Juanita la sœur de son père, dans les rangs anticas-tristes de Miami.

L'homme a une obsession : chasser Batista. Il recrute quelques dizaines de compagnons décidés à se procurer des armes pour la future armée de libération ; ce sera l'attaque de la caserne de la

Moncada magnifiée par la geste castrienne. Un échec sanglant, 87 tués, un raté pour l'incroyable mais authentique raison que « le chef » avait oublié ses lunettes. Castro, le premier à s'enfuir en abandonnant ses hommes, sera cueilli quelques jours plus tard, dormant sous un arbre alors que la version officielle le décrit luttant jusqu'à la dernière cartouche. Emprisonné, il sera rapidement élargi après intervention des États-Unis car, selon l'agent local de la CIA, Castro est « le meilleur rempart à Cuba contre le communisme ».

Exilé quelques temps au Mexique, il regroupe une équipe d'opposants, ce sera le début de la conquête du pouvoir marquée par l'incroyable odyssée du *Granma*, suivie du maquis de la Sierra Maestra où il sera, une fois encore, aidé par les États-Unis. Petit à petit la victoire se précise non pas grâce au talent du commandante, sa conduite au feu fut loin de ce que la légende rapporte. Elle reviendra à l'énergie de ses lieutenants et de leurs hommes et à la médiocrité de l'armée cubaine. Après de longs mois de lutte, la marche sur la Havane sera un triomphe pour Castro, la médaille de la vierge d'El Cobre au cou. Un des participants pourra déclarer à l'auteur : « Nous étions massivement derrière lui, nous parlions même de révolution catholique inspirée par l'évangile ».

Arrivé le 8 janvier 1959 dans la capitale, Raoul Castro

le frère du *Lider Maximo*, fait abattre à la mitrailleuse, 71 policiers et soldats. Quelques jours plus tard, ils seront un peu plus de 700 à être fusillés sans jugement. Le 7 février, coup d'État de Castro qui se nomme Premier ministre ; le 13, le pays s'enfonce dans la dictature. La suite est tragiquement classique : après les ennemis de classe, c'est l'élimination des compagnons de route. Les lieutenants légendaires tombent les uns après les autres : Camilo Cienfuegos, le « Che » abandonné lâchement – et avec soulagement – alors que, sur ordre des Soviétiques, il est trahi par le PC bolivien. Arnaldo Ochoa, ce général qui avait repris en main une armée cubaine embourbée en Angola, infligeant une cuisante défaite aux Sudafricains, sera fusillé. Un général vainqueur, admiré de ses hommes, impardonnable.

Le monde va-t-il s'émouvoir ? Serge Raffy : « *Il charme, cajole, captive, endort ses hôtes qui ne voient plus l'île qu'à travers les yeux du Lider Maximo* »... « *Castro grand comédien qui prend plaisir à envoûter, tromper, manipuler, cet homme est un génial truqueur de vérité* ». C'est ainsi qu'une photo, présentée dans l'ouvrage, montre Danielle Mitterrand embrassant, pas le moins dégoûtée semble-t-il, le Pinochet des Caraïbes.

Le vieux dictateur ne faiblit pas. Delia Soto del Valle, sa dernière épouse à ses côtés, celle qui lui a donné ses cinq derniers garçons, il gouverne ; sa main ne tremble pas lorsqu'il signe. Le 5 avril 2003, soixante-quinze personnes ayant commis le crime inexpiable de réclamer la liberté d'opinion sont condamnées à 1 450 années de prison ; trois jeunes voulant fuir Cuba sont condamnés à mort et exécutés séante tenante, de cela il y a quelques mois.

Combien de temps cette abominable tragédie va-t-elle continuer ? Et que l'on ne dise plus « On ne savait pas ».

Michel FONTAURELLE

■ Serge Raffy - « *Fidel Castro, l'infidèle* », Fayard, prix franco : 28 €.

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« abonné des mercredis » annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 17 mars** : Maître de conférences à la faculté de droit de Paris V, auteur d'une thèse sur la protection du secret et rédacteur en chef de la revue *Droit et défense*, **Bertrand WARUSFEL** est un spécialiste réputé des questions de renseignement. Jamais directement évoquées au cours de nos réunions, ces questions sont traitées superficiellement par la grande presse à l'occasion de divers scandales impliquant la levée du « secret défense » et lors des grandes affaires de contre-espionnage.

Or cet aspect trop méconnu de la défense nationale est à envisager sur le plan politique - notamment celui du contrôle parlementaire - et par rapport aux nouvelles menaces : actes terroristes, crime organisé, prolifération nucléaire... « **Politique de sécurité nationale et exigence démocratique** » : la question est cruciale et d'une pleine actualité.

● **Mercredi 24 mars** : Grand reporter à l'hebdomadaire *Marianne*, **Martine GOZLAN** a notamment publié en 1994 un ouvrage sur *"L'islam*

et la République " qu'elle avait bien voulu nous présenter. Passionnée depuis l'adolescence par l'Orient, elle vient de consacrer un nouvel ouvrage, *Le sexe d'Allah*, à l'érotisme dans la théologie et la littérature des pays de tradition musulmane. La célébration de l'amour que Mahomet portait à ses nombreuses femmes, l'exaltation de la volupté et de la beauté dans la musique et la poésie orientales ont fait place, dans les sociétés arabes comme en Iran, à une répression féroce de toutes les formes de sexualité et à de multiples violences exercées contre les femmes.

En évoquant « **L'amour en terre d'islam** », notre invitée nous permettra de découvrir de magnifiques traditions artistiques puis de comprendre les raisons de l'actuel système de contrôle et d'oppression.

● **Mercredi 31 mars** : Professeur au Collège de France, **Pierre ROSANVALLON** publie avec régularité ses travaux d'histoire moderne et contemporaine qui constituent, de livre en livre, une œuvre majeure que nous suivons avec un très vif intérêt : qu'il s'agisse de l'histoire du libéralisme politique ou de celle de la représentation démocratique en France, les problématiques formulées par Pierre Rosanvallon nous permettent d'envisager sous de nouveaux aspects la question du Politique.

Dans un ouvrage tout récent, notre invité procède à une approche du modèle français, qui remet en cause nombre d'idées reçues : alors que le jacobinisme est présenté comme notre idéologie dominante depuis deux siècles, il apparaît que cette conception des rapports entre l'État et la société a buté sur la renaissance des « corps intermédiaires » (syndicats, chambres de commerce...) qui étaient en principe récusés.

Il est donc nécessaire de « **Repenser le système politique français** » sous l'angle des tensions permanentes entre le particulier et le général, afin de mieux comprendre la crise politique que nous vivons.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une « carte d'abonné » (8 € pour l'année)

Colloque

60^e anniversaire du Programme du CNR

Présidée par Jacques Nikonoff, l'association Attac organise les 13 et 14 mars à Nanterre, Palais des Congrès, (RER, Nanterre-Ville (mairie de Nanterre)) un colloque commémorant le soixantième anniversaire du programme du Conseil national de la Résistance. Ces deux jours de débats permettront d'examiner tous les points du programme économique et social du CNR (démocratie économique, sécurité sociale, liberté de la presse, droit au travail...) et de prendre la mesure de ce qui a été détruit par les ultra-libéraux.

De nombreux dirigeants de la Résistance participeront à ce colloque (Maurice Kriegel-Valrimont, Lucie et Raymond Aubrac, Philippe Dechartre...) aux côtés de syndicalistes et de militants associatifs.

Bertrand Renouvin participera au débat « *Ainsi sera fondée une République nouvelle* » le dimanche 14 mars (de 10 h à 10 h 30, salle B) en compagnie d'Anicet Le Pors, ancien ministre, de Claude Alphandéry, ancien président du Comité de Libération de la Drôme et de plusieurs responsables syndicaux.

Le comité de rédaction de *Royaliste* invite ses lecteurs à participer ce colloque - tout particulièrement les anciens résistants et anciens combattants royalistes, les gaullistes, socialistes patriotes et communistes - dans l'esprit d'unité nationale qui permit la Libération de la patrie.

CONGRÈS

Le Congrès annuel de la NAR se tiendra les 27 et 28 mars 2004. Rappelons que tous les adhérents de la NAR peuvent participer au travail des commissions (le 27 mars). Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action d'adhérer à la NAR (formulaire envoyé sur simple demande). Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, « *La construction européenne* » et, d'autre part, « *La politique de l'énergie* ».

Merci de noter cette date sur vos agendas.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Adresse électronique :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Qui veut le pouvoir ?

Les élections régionales et cantonales n'auront aucune portée mais les résultats ne seront pas dépourvus de sens. Le nombre des voix protestataires, au premier tour, et le taux global d'abstention, au second, permettront de mesurer avec précision l'ampleur du rejet qui frappe les oligarques de droite et de gauche.

Le reste n'est que mauvaise littérature. Les Français, dans leur très grande majorité, ne s'intéressent guère aux structures régionales et au personnel politique qu'elles abritent. Qu'on n'en déduise pas que les Français se détournent de la politique : comment les partis dominants peuvent-ils nous faire croire qu'ils se dévouent au développement régional alors qu'ils prennent les exécutifs régionaux pour des bureaux de placements et des officines de financement ? En Ile-de-France, le pacte de corruption portant sur le marché des lycées implique les principaux partis français et aboutit au renvoi en correctionnelle de quarante-sept responsables des partis chiraquien et socialiste. Ce n'est qu'un exemple, parmi tous les scandales engendrés par un usage mafieux de la décentralisation.

Les élites déchues et leur domesticité médiatique ne sauraient donc s'étonner des votes de dévouement, lorsque les intérêts généraux du pays ne sont pas en jeu. Or le ralliement de la droite et de la gauche à l'ultra-libéralisme, par facilité plus que par principe, prive le peuple français de débats et de projets politiques.

Quand les oligarques répètent sur tous les tons que « nous n'avons pas le choix », ils énon-

cent une fausse fatalité (d'autres politiques économiques ont été et demeurent possibles) et désespèrent le suffrage universel : on vote contre la droite ou contre la gauche, contre l'extrême droite ou contre l'oligarchie en sachant que, de toutes manières, les voix ne servent qu'à répartir les pouvoirs (et les prébendes induites) à l'intérieur d'une sorte de club anglais fréquenté par des truands bien élevés – qu'on reconnaît à leurs costumes bleus, roses ou verts.



Les protestataires d'extrême droite et les contestataires d'extrême gauche ne sont pas moins désespérants. Jean-Marie Le Pen et sa famille ne disent plus grand-chose ; ils se contentent de gérer un capital de voix qui augmente ou diminue au gré de la conjoncture. Cela suffit à leur confort bourgeois qui est à l'opposé d'une attitude fasciste.

Les trotskystes ont quant à eux moins besoin de la fausse menace national-populiste depuis qu'ils puisent dans le vivier altermondialiste : là encore on gère un capital revendicatif, sous couvert d'utopies généreuses que personne n'a jamais songé à mettre en pratique, hors de quelques phalanstères vite dispersés.

Si des millions de voix se portent sur les rouges ou sur les blancs, c'est que tout le monde a compris que Jean-Marie Le Pen et sa fille, Alain Krivine et Olivier Besancenot, Arlette Laguiller et ses amis ne veulent surtout pas du pouvoir politique. Comme les oligarques qu'ils récuse, ils ont besoin d'un potentiel électoral afin d'obtenir des positions d'influence.

A lire ce résumé banal de ce que nous avons dit cent fois, peut-on nous reprocher de cultiver un pessimisme radical au nom d'une pure idée du Politique ?

Certainement pas !

Selon les principes affirmés dans le Préambule de 1946 (1) nous travaillons à la définition d'un programme de gouvernement qu'une pratique gaullienne de la Constitution permet de mettre en œuvre sans délai.

Ce programme est destiné à répondre aux attentes des Français qui manifestent de toutes les manières possibles (par centaines de milliers dans les rues, par millions dans les urnes) leur refus du système ultra-concurrentiel qui leur est imposé.

Une formation démocratique organisée en vue de la prise du pouvoir est nécessaire au rassemblement des patriotes révolutionnaires aujourd'hui dispersés – l'expérience manquée du Pôle républicain ayant montré qu'un tel rassemblement était possible.

Ce n'est pas la passion politique qui fait défaut en France, ni les énergies militantes, ni l'absence de projets de reconstruction pour la nation et pour l'Europe – mais celui ou celle qui sera capable d'indiquer le chemin et de le suivre jusqu'au bout.

Un seul être nous manque...

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. l'éditorial du numéro 819 (« Les principes de 1946 ») et les pages centrales de ce numéro.